

CONJONCTURE ECONOMIQUE

TENDANCES CONJONCTURELLES

3^E TRIMESTRE 2025



Au 3º trimestre 2025, la conjoncture guadeloupéenne est terne. Le climat des affaires se replie, tout en demeurant au-dessus de sa moyenne de longue période. Ainsi, la confiance des chefs d'entreprise s'érode dans un environnement national incertain. L'activité est moins dynamique, l'investissement privé se maintient. La consommation des ménages recule, en lien avec les incertitudes liées à l'environnement politique. Il en résulte une baisse des importations de biens de consommation. Sur le plan sectoriel, le BTP poursuit une phase de repli, alors que le commerce demeure pénalisé par la faiblesse de la demande. Le tourisme marque une pause après un très bon premier trimestre. À l'inverse, les services marchands continuent leur progression et plusieurs projets structurants laissent entrevoir des relais de soutien à moyen terme.

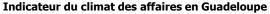
<u>Une conjoncture économique terne au</u> 3º trimestre 2025

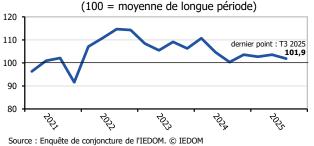
Le climat des affaires : en repli

Au 3º trimestre 2025, l'indicateur du climat des affaires (ICA) en Guadeloupe s'établit à 101,9 points (-1,7 point sur trois mois) dans un contexte national d'incertitudes politiques et budgétaires pour les chefs d'entreprise. Toutefois, il se maintient au-dessus de sa moyenne de longue période (100 points).

Ce repli s'explique par une activité moins dynamique qu'anticipée au trimestre précédent, conduisant à des ajustements à la baisse des effectifs. Les chefs d'entreprise indiquent que leur trésorerie s'améliore, dans un contexte d'inflation maîtrisée, mais également par des délais de paiement qui se raccourcissent.

Le montant des impayés sur effets de commerce progresse fortement (+55,8 % en glissement trimestriel), après une forte diminution le trimestre précédent (-39,3 % sur trois mois).

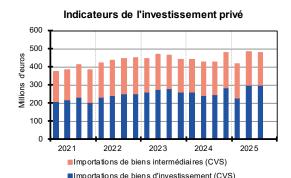




L'investissement privé se maintient

Au 3° trimestre 2025, les indicateurs de l'investissement privé évoluent peu. Les importations de biens d'investissement et de biens intermédiaires sont quasi stables à des niveaux élevés (respectivement -0,3 % et -0,7 % en glissement trimestriel, CVS). En parallèle, le nombre d'immatriculations de véhicules utilitaires cumulées depuis le début de l'année recule légèrement en glissement annuel (-1,7 %).

Dans l'ensemble, les chefs d'entreprise interrogés anticipent une stabilité de leurs investissements sur les 12 prochains mois. Seuls les professionnels du secteur du BTP prévoient d'accroître leurs dépenses d'investissement sur cette période.

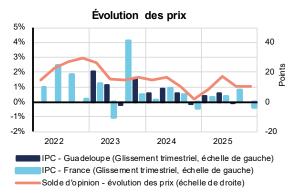


Sources : Douanes, IEDOM. © IEDOM

Des prix globalement stables

Au 3º trimestre 2025, l'indice des prix à la consommation (IPC) en Guadeloupe est quasi inchangé sur trois mois (après une très légère baisse de 0,1 % au 2º trimestre). Dans le détail, les prix de l'alimentation progressent de 0,7 %. Cette hausse est

compensée par des prix des produits manufacturés en baisse (-0,3 %), dans un contexte d'accalmie des hausses de prix à la production industrielle dans l'Hexagone. En parallèle, les prix de l'énergie diminuent légèrement (-0,4 %) avec un effet limité sur l'IPC. Les prix des services augmentent de manière modérée (+0,1 %), suivant des revalorisations salariales mesurées. Dans l'hexagone, l'IPC est en léger recul (-0,3 % en glissement trimestriel).



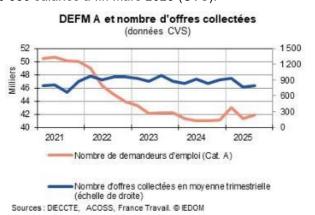
Sources : Enquête de conjoncture de l'IEDOM, Insee. © IEDOM

Selon l'enquête de conjoncture de l'IEDOM au 3° trimestre, les entreprises du secteur privé déclarent procéder encore à des augmentations de prix. Toutefois, celles-ci sont d'ampleur moindre qu'au trimestre précédent dans les secteurs du BTP, de l'industrie et du commerce. Dans le secteur des IAA, la tendance des prix est orientée à la baisse, tandis que les professionnels du tourisme font part d'une stabilisation de leurs tarifs. Pour la fin d'année, les chefs d'entreprise interrogés envisagent de ralentir sensiblement le rythme de leurs ajustements.

Dégradation du marché du travail

Au 3º trimestre 2025, les indicateurs du marché du travail demeurent contrastés. Si le nombre moyen d'offres d'emploi enregistrées par France Travail progresse de 3,9 % (CVS) sur trois mois, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) augmente lui aussi, de 1,4 % en glissement trimestriel (41 960 inscrits, CVS). Cette évolution s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi (cf. note explicative du 29 juillet 2025).

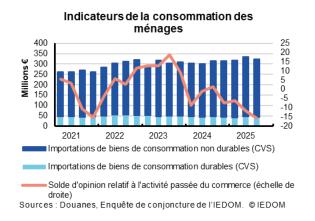
Dans le secteur privé, l'emploi affiche un léger recul, avec 86 384 salariés (CVS) recensés fin juin 2025 (contre 86 586 salariés à fin mars 2025 (CVS).



La consommation des ménages diminue

La consommation des ménages se dégrade. Les importations de biens de consommation non durables et durables diminuent respectivement de 2,8 % et 6,2 % (CVS) en valeur sur le trimestre.

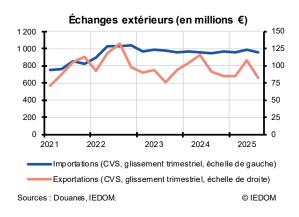
Plusieurs indicateurs évoluent de façon différenciée : le nombre de personnes interdites d'émettre des chèques diminue (-1,8 %), tout comme les incidents de paiement par chèque (-1,7 %) alors que le nombre de retraits de cartes bancaires augmente (+14,7 %). Le nombre de dépôts de dossiers de surendettement continue de progresser (+5,3 % sur le trimestre, après +9,2 % au trimestre précédent), illustrant la fragilité financière des ménages.



Des échanges extérieurs en recul

Fin septembre 2025, les exportations reculent en valeur de 23,5 % en glissement trimestriel (CVS), après un pic lié aux réexpéditions de produits pétroliers au trimestre précédent. Entre juin et septembre, les exportations d'énergie diminuent de 67,9 % (CVS). Hors énergie, les exportations progressent de 5,4 %, tirées par les exportations de biens d'investissement (+87,3 %, CVS).

Les importations en valeur reculent également (-3,9 %, CVS), sous l'effet d'une forte baisse de celles d'énergie sur trois mois (-14,9%, CVS et d'un moindre recul pour les autres importations (en CVS). Cette évolution s'inscrit dans un contexte de stabilité de l'investissement privé et de recul de la consommation des ménages.



Des secteurs sous tension, mais des perspectives de redressement

Une trésorerie sous tension pour le secteur du BTP

Au 3° trimestre 2025, l'activité du secteur du BTP se replie. Les chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM signalent également l'allongement des délais de paiement des clients, causant partiellement des tensions sur leur trésorerie.

Pourtant, certains indicateurs sont bien orientés: les ventes de ciment progressent de 2,1 %, traduisant la poursuite de plusieurs chantiers tels que la construction de logements collectifs dans l'agglomération de Pointe-à-Pitre ou la réhabilitation d'équipements scolaires et administratifs. Les permis de construire enregistrent également une hausse significative de 34,6 % sur trois mois, après des niveaux particulièrement bas sur les deux premiers trimestres de l'année. En revanche, la baisse de 6,0 % des attestations de conformité électrique des logements neufs suggère un ralentissement des livraisons de constructions neuves.

Par ailleurs, les financements au secteur (encours déclarés au SCR de la Banque de France) se maintiennent (-0,4 % entre fin juin et fin septembre 2025).

Enfin, plusieurs projets structurants viennent soutenir l'activité, notamment l'extension du port de Jarry, la déviation de la Boucan/Sainte-Rose, le plan Eau, la construction de nouveaux hôtels et la modernisation de l'aéroport.

Ventes de ciment et activité du BTP



Sources : Enquête de conjoncture de l'IEDOM, Lafarge Ciments Antilles. © IEDOM

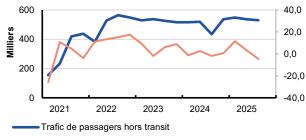
Tourisme : léger recul à haut niveau

Les indicateurs du secteur du tourisme poursuivent leur baisse au 3° trimestre, après un excellent 1° trimestre. Le nombre de passagers à l'aéroport (hors transit) diminue de 1,2 % sur trois mois (CVS), après -2,2 % au trimestre précédent (CVS). Les nuitées hôtelières se contractent également : -2,7 %, après -5,5 % au 2° trimestre (CVS). En parallèle, les professionnels interrogés signalent une diminution de l'activité, et un alourdissement des charges d'exploitation, qui pèsent sur leur trésorerie

Pour la fin d'année 2025, les chefs d'entreprise restent prudents. Ils anticipent une dégradation plus modérée de l'activité, ainsi qu'une meilleure gestion des charges, ce qui pourrait potentiellement améliorer leur trésorerie. Audelà, les perspectives de réservations aériennes, hôtelières et croisiéristes relativisent cette prudence.

Par ailleurs, les financements au secteur progressent de 5,7 % entre fin juin et fin septembre 2025.

Trafic de passagers et activité touristique



 Solde d'opinion relatif à l'activité du secteur du tourisme (échelle de droite)

Sources : Enquête de conjucture de l'IEDOM, Aéroport Guadeloupe Maryse Condé. © IEDOM

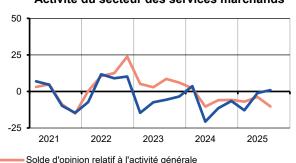
Le secteur du commerce en demi-teinte

Au 3e trimestre, les professionnels interrogés demeurent pessimistes quant à l'évolution de leur activité. Ce ressenti reflète la baisse de la consommation des ménages ainsi que le recul des financements au secteur (encours déclarés au SCR de la Banque de France), en diminution de 2,4 % sur trois mois. Seules les immatriculations de véhicules neufs se distinguent, avec une progression de 3,8 % (CVS) en glissement trimestriel. Dans ce contexte, l'augmentation attendue du nombre d'escales et de passagers en fin d'année pourrait offrir une bouffée d'oxygène.

L'activité des services marchands est dynamique

Dans la continuité du trimestre précédent, l'activité du secteur des services marchands progresse. Les entreprises bénéficient de l'amélioration des délais de paiement de la clientèle, qui renforcent leurs trésoreries. Le climat des affaires a permis certaines hausses tarifaires. Toutefois, les professionnels signalent un alourdissement des charges d'exploitation, tandis que la réduction des effectifs se poursuit depuis le début de l'année. Pour le 4e trimestre, les chefs d'entreprise anticipent une nouvelle hausse d'activité, mais ne prévoient pas d'accroitre leurs investissements au cours des douze prochains mois.

Activité du secteur des services marchands



Solde d'opinion relatif à l'activité du secteur des services marchands

Source : IEDOM. © IEDOM

Caraïbes : des flux d'IDE contrastés en 2024

En 2024, le **Guyana** poursuit sa trajectoire ascendante et confirme son positionnement de principal pôle d'attraction, avec un record de 10,4 Mds USD (+45 % par rapport à 2023), dirigés quasi exclusivement vers les hydrocarbures. Les États-Unis demeurent les principaux investisseurs (97 % des flux). La **République dominicaine** a également atteint un sommet historique (4,5 Mds USD, +3 %), portée par la vigueur du secteur des services (89 % des flux). En 2024, les États-Unis ont conservé leur position de premier investisseur dans le pays avec 1,6 Md USD (26 % des flux). Toutefois, la diversification des sources de financements s'est accentuée, l'Espagne enregistre un niveau record de 1,2 Md USD, en hausse de 68 % sur un an, ce qui illustre la montée en puissance de nouveaux partenaires aux côtés des États-Unis. En **Jamaïque**, les flux ont reculé (-56 %, à 165 M USD), mais cinq projets ont été annoncés (325 M USD), concentrés principalement dans le tourisme, confirmant la dépendance du pays à ce secte ur.

À **Trinité-et-Tobago**, les flux nets sont restés négatifs pour la quatrième année consécutive (-1,04 Md USD), reflet de sorties supérieures aux entrées liées aux remboursements de prêts intragroupe, aux bénéfices rapatriés et aux désinvestissements en fonds propres. Malgré cette fragilité, cinq projets ont été annoncés en 2024 (147,5 M USD), dont plus de 93 % dans le transport et l'entreposage.

Les pays de l'**Organisation des États de la Caraïbe orientale** (OECS) ont enregistré en 2024 leur meilleur niveau depuis 2007 (901 M USD, +9 % par rapport à 2023)). Les performances sont hétérogènes : **Antigua-et-Barbuda** reste premier bénéficiaire (308 M USD, -6 %), **Grenade** progresse nettement (+22 %, à 269 M USD) et **Sainte-Lucie** affiche la plus forte croissance relative (+46 %, à 180 M USD). **Saint-Vincent-et-les-Grenadines** est resté stable (74 M USD), tandis que la **Dominique** a enregistré une hausse modeste (49 M USD) et **Saint-Kitts-et-Nevis** un recul marqué (-29 %, à 22 M USD).

Aux **Bahamas**, les flux d'IDE ont été soutenus en 2024 par des financements extérieurs orientés vers le secteur énergétique. La Banque de développement d'Amérique latine et des Caraïbes (CAF), dont le pays est devenu actionnaire en novembre 2024, a approuvé un prêt de 100 M USD pour accompagner la mise en œuvre de la nouvelle politique énergétique nationale 2025-2030.

Sources: ECLAC, ONU, OCDE

Un environnement international toujours incertain

Les perspectives de croissance de l'économie mondiale sont stables et le FMI dans ses prévisions d'octobre (WEO octobre 2025) maintient globalement les prévisions communiquées en juillet 2025, à 3,2 % en 2025, et à 3,1 % en 2026. Cette apparente stabilité ne doit pas occulter les incertitudes nées de l'établissement de nouveaux droits de douane aux États-Unis. Leurs effets pourraient s'accroître dans le futur, lorsque s'atténueront les effets des mesures de compensation adoptées suite à leur établissement ; telle la constitution de stocks importants. Le FMI maintient également ses anticipations d'inflation globale, à 4,2 % en 2025 et 3,7 % en 2026, chiffres inchangés par rapport à ceux communiqués en juillet 2025. Les États-Unis bénéficient de perspectives de croissance en hausse, le FMI ajustant ses anticipations pour l'année 2025, à 2,0 %, contre une estimation à 1,9 % en juillet. Les facteurs de cet optimisme ; droits de douane plus faibles qu'attendu, adoption de la loi budgétaire OBBBA et conditions de financement avantageuses ; sont inchangés. Le FMI anticipe au second semestre 2025 une inflation plus soutenue qu'anticipée en juillet, à mesure que l'impact de la hausse des droits de douane se répercute sur les consommateurs.

Plus modestes que celles des États-Unis, les anticipations de croissance du FMI pour la zone euro en 2025 sont également orientées à la hausse. Celles-ci s'élèvent à 1,2 % contre 1,0 % dans les projections communiquées en juillet 2025. Les projections pour 2026 sont en revanche révisées à la baisse, à 1,1 %, contre 1,2 % en juillet, en raison de la persistance d'incertitudes dans de nombreux domaines et de l'augmentation des droits de douane.

En France, la croissance a poursuivi son accélération au troisième trimestre, le PIB augmentant de 0,5 % en volume, après des hausses de 0,1 % au premier trimestre et 0,3 % au second trimestre, selon l'INSEE. Cette expansion procède notamment d'une demande intérieure finale plus soutenue et d'une hausse de la formation brute de capital fixe, tandis que la consommation des ménages confirme son ancrage en territoire positif, à +0,1 %. La Banque de France anticipe dans ses projections macroéconomiques intermédiaires de septembre 2025 une croissance de 0,7 % en 2025, suivi d'une augmentation légèrement plus soutenue en 2026, à +0,9 %.

Une hausse des salaires réels bénéficiant à la consommation des ménages renforce les perspectives de croissance au Japon, révisées à la hausse par le FMI, à 1,1 % pour 2025 puis 0,6 % pour 2026. L'économie nippone reste cependant vulnérable aux incertitudes nées du ralentissement de la demande extérieure.

Les perspectives de croissance pour les pays émergents sont globalement stables. La Chine bénéficie d'une consommation interne plus robuste qu'attendu et d'une accélération des échanges internationaux. Ces facteurs permettent une stabilisation, à 4,8 % pour l'année 2025, des anticipations de la croissance du FMI, après les turbulences générées par l'adoption des droits de douane américains. L'Inde bénéficie d'une révision à la hausse de ces prévisions de croissance pour 2025, à 6,6 %.

Sources : FMI, Insee, Banque de France

Toutes les publications de l'iedom sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : F. Groh ■ Responsable de la rédaction : D. Gordon Rédaction : V. Chaudérac, T. Combet, J. Soukaï – Éditeur et imprimeur : IEDOM